

La Répartition de la Propriété

dans la région de Clermont-Ferrand
Vallée de l'Allier et ses affluents directs

Ses conséquences au point de vue agricole

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 29 Novembre 1920 à 2 heures

PAR

Jean RETRU

Avoué près le Tribunal de 1^{re} instance d'Issoire

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { MM. PERREAU, } *professeurs.*
 { HITIER, }

PARIS

A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1920

THESE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

La Répartition de la Propriété

dans la région de Clermont-Ferrand
 Vallée de l'Allier et ses affluents directs

Ses conséquences au point de vue agricole

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences économiques)

Présentée et soutenue le Lundi 29 Novembre 1920 à 2 heures

PAR

Jean RETRU

Avoué près le Tribunal de 1^{re} instance d'Issoire

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants } MM. PERREAU,
HITIER, } *professeurs.*

PARIS

A. PEDONE, Editeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1920

INTRODUCTION

Au sortir de cette effroyable crise qu'a été la dernière guerre, de nombreux problèmes économiques d'un intérêt vital se posent dans notre France. Nous avons le choix entre plusieurs d'entre eux.

Mais celui ou plutôt ceux qui ont trait aux questions agricoles, tout en offrant certainement un intérêt égal aux autres, nous ont paru par certains côtés devoir attirer plus particulièrement notre attention.

En effet ils sont si nous pouvons nous exprimer ainsi, peut-être moins bruyants et partant moins connus que beaucoup d'autres. Les ouvriers agricoles sont moins agités, font moins de conférences, moins de bruit que d'autres corporations.

On a une certaine tendance à les ignorer ; pour un grand nombre ils passent inaperçus, et avec eux, tout ce qui a trait à leur vie, à leur industrie, aux résultats obtenus, aux maux dont ils souffrent, aux crises qu'ils traversent. Et cependant ? Sans vouloir en revenir à l'école physiocratique, il nous est pourtant bien permis de dire que dans la société moderne, l'industrie agricole joue un rôle aussi important, sinon plus que les autres industries. Il est d'ailleurs complètement inutile de développer cette opinion, car les faits actuels le

prouvent abondamment. La négligence, peut-être forcée, néanmoins un peu trop grande, que nous avons apportée durant ces dernières années dans la gestion de notre domaine agricole fait qu'aujourd'hui nous sommes de gros tributaires de l'étranger. Et le jour où nous pourrions sur beaucoup d'articles réduire nos importations et même les supprimer est considéré par nos financiers comme le début effectif du relèvement de la France économique en général et de nos finances en particulier.

Telles sont les raisons qui nous ont attiré vers un sujet d'économie rurale.

Quant au choix même de la région que nous voulons étudier, il nous a été dicté par la connaissance que nous avons de cette contrée. Nous y sommes né, et y avons vécu... Il nous a paru nécessaire, outre l'attachement que nous avons pour notre sol natal, pour arriver à des conclusions proches de la vérité, de partir de données certaines, données ayant trait à un pays dont nous aurions continuellement l'image sous les yeux, dont nous connaissions les mœurs, les coutumes, et les habitants. Combien instructives sont les conversations que l'on a avec ces vieux paysans ayant dépassé 80 ans et qui depuis plus d'un demi-siècle vivent dans ces champs, dans ces terres qu'ils ont tant de fois retournées de leurs mains. Ils connaissent l'histoire de chaque lopin de terre de leur commune. Ils en ont suivi les mutations, les transformations dans le mode de culture, le remembrement ou la dispersion.

C'est dans cette région de l'Auvergne que les vieilles coutumes ont été le plus pieusement conservées.

Nous ne disons pas que cela a toujours été un bienfait. Néanmoins il nous a paru intéressant de voir comment à l'heure actuelle se comporte cette contrée. Comment elle se présente au début de l'ère nouvelle que la guerre a créée, avec quels éléments elle y entre. Et pour cela le moyen le plus sûr d'arriver à un résultat nous a semblé être l'étude du mode de propriété — du mode de tenure des terres. — Connaître dans quel sens ces deux phénomènes ont varié depuis un siècle environ; en déterminer les conséquences c'est voir quels sont les maux dont souffrent ces régions, quelles crises elles traversent, comment elles pourront les supporter et en même temps de quelle façon on pourrait venir à leur secours, les aider dans leur développement, en augmenter le rendement agricole et en faire les pourvoyeurs abondants dont la France a de nos jours, si grand besoin.

SECTION I

Nous allons voir pour chacune de ces deux communes comment était divisée la propriété, entre les mains de combien de propriétaires elle était au moment de la confection du cadastre, quelle était la nature et l'importance des diverses cultures qu'on y rencontrait, enfin quelle était la proportion des propriétaires de plus de 10, de plus de 5, de plus de 1 et de moins de 1 hectare.

Nous comparerons ensuite ces divers chiffres qui sont des données certaines, car les matrices cadastrales ont été établies avec un soin qu'il eût été à souhaiter de voir conserver pour leur entretien et leur mise à jour, avec les chiffres correspondants des matrices actuelles. Ces derniers malheureusement, ne nous donnent qu'une idée approximative de la réalité. C'est en compulsant ces documents que l'on se rend compte de la négligence qui depuis de nombreuses années a présidé à leur confection. On voit alors pleinement quel immense bienfait apporterait l'application plus stricte de la loi du

17 mars 1898, bienfait que M. Arthur Girault a si bien mis en relief dans son ouvrage *La Réfection du cadastre*. « La réfection du cadastre, dit-il, c'est en France, le plus grand service qu'une administration intelligente puisse rendre à la propriété rurale ». Cette phrase devrait être méditée par beaucoup de maires de campagne.

Néanmoins cette comparaison complétée par la connaissance que nous avons des deux communes étudiées, nous donnera une idée assez exacte des changements qui se sont produits dans le mode de propriété, la nature des cultures. Nous en rechercherons les causes nous nous efforcerons d'en voir les conséquences, et les moyens propres à y remédier.

CHAPITRE PREMIER

Commune de Veyre-Monton

§ 1. — A L'ÉPOQUE DE LA CONFECTION DU CADASTRE

Le territoire dépendant de cette commune offre une configuration assez mouvementée. C'est un ensemble de mamelons aux flancs arrondis, pour ainsi dire nulle-

ment boisés, par conséquent secs et quelques peu rocailloux. Leur bonne exposition en fait des coteaux aptes à la culture de la vigne. Ils sont séparés par quelques vallées qui s'élargissent et forment de petites plaines, dont le sol fertilisé par les poussières volcaniques donne de bonnes terres pour la culture des céréales, pommes de terre, betteraves à sucre. Enfin, une petite rivière, la Veyre, affluent de l'Allier, offre ses frais ombrages et ses verdoyantes prairies plantées de pommiers. Les cultures y sont donc très diverses. Le climat de cette région est purement continental, avec des hivers parfois rigoureux, mais des étés très chauds. Voici en quelques mots l'aspect général de la première commune que nous allons étudier.

Dans cette commune la confection du cadastre remonte à 1833. Voici donc près de 90 ans qu'ont été établis les documents que nous allons prendre pour base. A cette époque la commune de Veyre-Monton avait une superficie de 1837 hectares. Nous disons à cette époque, car, par la suite elle a dû en céder une partie à deux communes voisines. Il faudra ne pas l'oublier lorsque le moment sera venu de tirer nos conclusions.

Les terres labourables occupaient à ce moment une surface de 757 hectares, c'est-à-dire un peu plus de 41 % de la superficie totale.

Les vignes viennent ensuite avec 676 hectares, par conséquent un peu plus de 36 % de la superficie totale.

Voici donc deux natures de culture : terres laboura-

bles et vignes qui sont évidemment de beaucoup les plus importantes ; en effet à elles deux elles occupent 77 % de la superficie de la commune. Elles sont, entre elles, d'importance à peu près égale. Les terres labourables n'ont, en effet, que 80 hectares de plus que la vigne.

Viennent ensuite les prés vergers avec 196 hectares ; 10 % de la superficie totale. Nous relevons ensuite les saussaies avec 34 hectares, les prés simples 22, les jardins 13, les cerisaies 12, les noyeraies 6.

Nous remarquons l'étendue assez importante plantée en arbres fruitiers, noyers et cerisiers, donnant un total de 18 hectares ; 1 % de la superficie totale.

Les terres incultes s'étendaient sur 40 hectares, soit 2,5 % de la commune. Comme la région dont nous nous occupons est de nature montagneuse cela est normal et constitue des pacages à herbes sèches et courtes bons pour le mouton.

Enfin 13 hectares constituaient le sol des propriétés bâties. Les 1837 hectares étaient alors divisés en 13.325 parcelles. Ce qui donne une moyenne d'à peine 14 ares par parcelle. Dès maintenant nous voyons donc que l'on ne trouvait pas dans cette région à cette époque de grandes étendues de terrain d'un seul tenant présentant une même nature de culture ou une même affectation et appartenant à un même propriétaire, comme on en trouve dans le Vexin par exemple où nous nous trouverons avoir vu une parcelle, terre labourable, d'une superficie de 100 hectares.

Le nombre de propriétaires dans la commune de Veyre-Monton était alors de 1763. A priori, ce nombre relativement élevé nous permet de dire qu'à cette époque la propriété était notablement morcelée.

En effet, la superficie totale de la commune, en y comprenant les routes, les rivières était de 1738 hectares pour lesquels nous trouvons 1763 propriétaires, c'est-à-dire guère plus de 1 hectare par propriétaire. Cette constatation *a priori* est d'ailleurs entièrement confirmée par un examen plus approfondi des matrices. En effet en 1833, époque de la confection du cadastre, il y avait dans la commune de Veyre-Monton 1 % des propriétaires qui possédait plus de 10 hectares; 2 % qui possédaient plus de 5 hectares; 20 % qui possédaient plus de 1 hectare, et enfin 77 % qui possédaient moins de 1 hectare. Nous constatons donc non seulement un morcellement réel de la propriété, par le nombre élevé des parcelles, mais aussi un morcellement individuel par le grand nombre de propriétaires.

A cette époque le nombre de maisons contenues dans la commune était de 897 et le nombre d'habitants d'environ 2.400. C'est un chiffre assez intéressant et qu'il nous faut retenir.

§ 2. — MATRICES ACTUELLES.

Reportons-nous maintenant aux matrices actuelles. Les recherches y sont plus difficiles et les résultats ob-

tenus moins certains, car elles fourmillent d'erreurs. Combien de propriétaires décédés depuis plusieurs années sont toujours mis au nombre des imposés. En compulsant les matrices des propriétés bâties avec M. le Contrôleur des contributions directes de l'arrondissement d'Issoire, nous avons trouvé le nom d'un propriétaire toujours imposé qui aurait eu aujourd'hui environ 120 ans. Cet exemple suffit à montrer avec quels soins ces documents sont tenus.

La superficie de la commune de Veyre-Monton a été réduite par deux cessions à des communes voisines. La commune des Martres a pris 45 hectares, et celle de Tallende 595. C'est donc au total une superficie de 640 hectares qui a été enlevée à la commune étudiée, soit le tiers de la superficie en 1833. Dans le terrain cédé aux Martres on trouve surtout des terres labourables et quelques vignes; dans celui cédé à Tallende on trouve des prés vergers et des vignes.

Cette réserve faite, voyons quels sont les chiffres actuels correspondant à ceux de 1833.

La superficie actuelle de la commune de Veyre-Monton est de 1192 hectares.

En ce qui concerne les terres labourables nous trouvons une étendue de 682 hectares soit 57 % de la surface totale ce qui constitue une augmentation assez sensible sur le chiffre correspondant de 1833.

Pour les vignes, 282 hectares seulement, 24,5 % de la superficie totale, donc forte diminution. Remarquons-

le dès maintenant. Voilà un mode de culture qui au moment de la confection du cadastre était aussi important que celui précité, et qui devient maintenant nettement de deuxième ordre. Nous rechercherons plus loin les causes de ce changement.

Prés simples et vergers 125 hectares, 10 % de la superficie de la commune. En tenant compte des cessions aux communes voisines, nous constatons que ce mode de culture n'a pas varié.

Cerisaies et noyeraies 7 hectares seulement alors que le chiffre correspondant de 1833 était de 18 hectares. Rien n'a été cédé sur ce point aux autres communes.

Voilà donc une baisse très notable et un mode de culture qui est en voie de disparition.

Jardins, 8 hectares — terres incultes, 30 hectares — aucun changement.

Le nombre de parcelles actuelles est de 16.130. Il était de 13.325 en 1833; ce qui fait une augmentation de 2.805. Or le $\frac{1}{3}$ de la superficie de la commune a été cédé et néanmoins nous constatons une augmentation dans le nombre des parcelles correspondant au $\frac{1}{5}$ ^e du chiffre de 1833. Voilà donc des propriétés déjà peu étendues réellement qui se sont encore morcelées — 16.130 parcelles pour une étendue de 1192 hectares, environ 7 ares et demi par parcelles. Pour un pareil morcellement on ne peut employer que l'expression peut-être un peu triviale mais juste : « mouchoirs de poche ». C'est un assemblage de mouchoirs de poche. Et c'est bien

l'impression visuelle que l'on a lorsque du haut d'une de nos collines on contemple la campagne.

Comment se répartissent ces 16.130 parcelles ?

Le nombre d'imposés actuels est de 1.582. Ce qui donne pour chacun une moyenne d'un peu plus de 75 ares. Or au moment de la confection du cadastre nous trouvions pour chaque propriétaire une moyenne d'un peu supérieure à 1 hectare. Le morcellement réel de la propriété s'est donc accentué d'un morcellement individuel. Le nombre des parcelles a augmenté. Le nombre des propriétaires aussi. Loin de se remembrer la propriété se disperse de plus en plus.

En effet, nous ne trouvons plus que 0,4 % du nombre total des propriétaires qui possèdent plus de 10 hectares. C'est infime, inexistant pour ainsi dire. — 1,6 % ont plus de 5 hectares ; 5 hectares de propriété, 500 ares ! ce n'est cependant pas une étendue considérable et à peine 1,6 % la possède. 18 % ont plus de 1 hectare et enfin 80 % ont moins de 1 hectare.

Dès maintenant, sans empiéter sur les chapitres suivants qui seront occupés par nos conclusions, nous pouvons constater la tendance qui se manifeste dans cette commune : accroissement du nombre des parcelles — accroissement du nombre des propriétaires.

Les deux chiffres augmentent simultanément, nous pouvons dire que nous allons vers un morcellement à l'infini.

Quand au nombre des propriétés bâties contenues

dans la commune, il a par contre notablement diminué. Au lieu des 900 maisons de 1833 nous n'en trouvons plus que 620.

Ce phénomène concorde avec celui de la diminution du nombre des habitants : 2400 en 1833, alors qu'au dernier recensement datant de 1911 on n'en compte plus que 1283. Et de l'avis de plusieurs personnes connaissant bien la commune avec lesquelles nous nous sommes entretenus de la question, ce chiffre doit être notablement diminué pour approcher de la vérité à l'heure actuelle.

Nous croyons que le chiffre de 1.000 habitants doit être à peine dépassé.

Voilà donc en l'espace de 90 ans environ, les modifications qui se sont produites dans la commune de Veyre-Monton.

En ce qui concerne le mode de cultures : peu de changement pour les terres labourables, prés simples et vergers. Diminution très sensible de la vigne et les arbres fruitiers.

Augmentation notable du nombre des parcelles et du nombre de propriétaires. Pourcentage plus élevé pour les propriétaires de moins de 1 hectare. Diminution de plus du double au simple du nombre des habitants.

Tous ces changements dont quelques-uns sont gros de conséquences, produits en nombre d'années inférieur à un siècle, ont certainement occasionné des perturbations profondes dans la vie, les coutumes de cette région.

L'orientation s'en trouve modifiée; un certain malaise même, avec des périodes aiguës s'y fait sentir; c'est ce que nous tâcherons de montrer plus loin lorsque nous aurons fait la même étude sur la deuxième commune, la commune d'Issoire.

CHAPITRE II

Commune d'Issoire

§ 1. — EPOQUE DU CADASTRE.

Dans la deuxième commune étudiée, la configuration du sol est moins mouvementée que dans la première.

Elle est en grande partie formée par un élargissement de la vallée de l'Allier. Alors qu'en amont et surtout en aval cette rivière coule dans une vallée très étroite et très encaissée, à Issoire elle s'élargit et forme une espèce de cirque à peine accidenté, trait d'union entre les derniers contreforts des Monts Dôme et les premières pentes des Monts Dore.

De chaque côté de l'Allier des prairies, pour ainsi dire non plantées d'arbres fruitiers, donc uniquement destinées

à la pâture, le reste de la plaine occupé par des terres labourables, et sur les coteaux quelques vignes, voilà l'aspect général de la commune d'Issoire.

Nous allons pour cette commune nous livrer aux mêmes recherches que pour la commune de Veyre-Monton. Cette énumération de chiffres, peut-être quelque peu fastidieuse nous a cependant paru nécessaire. Pourrait-on se hasarder à tirer des conclusions si l'on ne partait pas de données certaines, de bases sûres ? Evidemment non.

La confection du cadastre remonte dans cette commune à l'année 1825, elle est donc antérieure de 4 ans à celle du cadastre de Veyre-Monton.

A cette époque la commune d'Issoire avait une superficie de 1.852 hectares. Il n'y a eu d'ailleurs aucun changement à ce sujet. Cette superficie était donc à peu de chose près équivalente à celle de la précédente commune.

L'étendue des terres labourables était alors de 826 hectares c'est-à-dire plus de 45 % de la surface totale. C'est donc la culture principale. Elle a une importance plus grande que dans la précédente commune où la vigne et les terres labourables occupaient une superficie à peu près équivalente.

La vigne arrive en deuxième ordre avec 611 hectares donc environ 33 % de la surface totale. Terres labourables et vignes sont donc encore comme dans la commune de Veyre-Monton les deux principales cultures, mais ici leur importance n'est pas équivalente.

Les prés occupent à cette époque 208 hectares, 11 % de l'étendue totale. Ce sont presque uniquement des prés simples. Les prés vergers sont ici très rares.

Viennent ensuite les saussaies et pâtures avec 104 hectares; les jardins 63; les bois 11; noyeraies 3.

Les terres incultes n'occupent que 6 hectares : 9,3 % de la superficie totale; alors que dans la commune de Veyre-Monton nous avons trouvé pour les terres incultes une proportion de 2,5 %. Cette différence tient à ce que dans la commune d'Issoire il y a moins de mame-lons non boisés et dont le roc mis à nu constitue des terres vagues.

Enfin les propriétés bâties occupaient à cette époque une étendue de 20 hectares.

Le nombre des parcelles dans cette deuxième commune s'élevait en 1825 à 9.351; ce qui donne une moyenne d'environ 20 ares par parcelle. Cette moyenne est notablement supérieure à celle trouvée pour la commune de Veyre-Monton. La propriété nous apparaît donc ici quelque peu moins réellement morcelée.

Pour ces 9.351 parcelles nous trouvons à l'époque de la confection du cadastre 1.487 propriétaires. Pour chaque propriétaire un peu plus de 1 hectare.

Continuons nos recherches; nous constatons qu'à cette époque 1 % des propriétaires possédaient plus de 10 hectares; 2 % plus de 5 hectares; 27 % plus de 1 hectare et enfin 70 % moins de 1 hectare. La petite propriété, celle de moins de un hectare, tient toujours la tête, et de beaucoup.

Néanmoins le pourcentage des propriétaires ayant plus de un hectare est quelque peu plus élevé que dans la commune de Veyre-Monton.

Et fait plus important à remarquer, que ces chiffres n'indiquent pas, mais que l'on constate en compulsant les vieilles matrices : presque tous les propriétaires qui ont plus de 10 hectares possèdent une moyenne de 20 à 30 hectares. Nous en avons même relevé un qui possédait en 1825, 120 hectares et un autre 80. Pareille découverte ne nous est pas arrivée dans nos recherches concernant la précédente commune où nous n'avons pas trouvé un seul propriétaire possédant plus de 20 hectares.

Quoique morcelée dans la commune d'Issoire la propriété nous apparaît cependant moins divisée que dans celle de Veyre-Monton. Cela tient d'abord à la configuration du sol, et aussi à ce fait que vers 1830 et encore aujourd'hui on trouve dans cette deuxième commune de vieilles familles de la noblesse auvergnate qui se sont installées dans cette petite ville d'Issoire aux confins de ce que l'on appelle dans le pays : la plaine et la montagne. En effet à quelques kilomètres d'Issoire en remontant la vallée de la Couze, petit affluent de l'Allier on arrive aux premières pentes et aux premiers plateaux des Monts Dore. Plus de vigne, plus de blé, seulement du seigle et des pommes de terre, et surtout d'immenses pâturages. Ici le mode de propriété est tout différent. Mais son étude nous entraînerait hors

de notre sujet qui doit se limiter à la plaine, à la vallée de l'Allier.

Le nombre des propriétés bâties dans la commune d'Issoire était en 1825 de 1417 et le nombre des habitants d'environ 4.000. Nous disons d'environ, car nous n'avons pas pu trouver le chiffre exact et l'avons déterminé avec la plus grande approximation possible par les données des vieilles matrices.

Bien que d'une superficie à peu près égale à celle de la commune de Veyre-Monton, nous constatons que vers 1830 la commune d'Issoire comprenait cependant un nombre plus élevé d'habitants. Cela est dû un peu à son passé historique qui en a fait la ville principale de cette partie de la haute Auvergne, et beaucoup à sa situation géographique.

De même que la région dans laquelle est comprise la commune de Veyre-Monton converge toute vers Clermont-Ferrand, de même ici toute la montagne, tous ces riches cantons de Besse, Latour, St-Germain, Lembron, gros pays d'élevage convergent vers Issoire. Cette situation spéciale a d'ailleurs à peu près la même importance aujourd'hui. Le chemin de fer, et les autobus ont remplacé les vieilles diligences, mais c'est toujours d'Issoire que partent toutes les voies permettant de pénétrer au cœur de notre montagne.

§ 2. — MATRICES ACTUELLES.

Voyons maintenant comment cette commune a évolué et ce qu'elle est devenue aujourd'hui.

Contrairement à ce qui s'est passé pour la commune de Veyre-Monton, ici la superficie n'a pas varié. Nous avons toujours 1852 hectares.

Les terres labourables tiennent encore le premier rang mais avec une étendue plus considérable. En effet elles occupent 1.116 hectares. Plus de 300 hectares d'augmentation depuis 1825; 60 % de la superficie totale au lieu de 45 %. C'est évidemment le mode de culture le plus important, le seul qui se soit accru.

La vigne a perdu son deuxième rang. Ce sont les prés qui arrivent, après les terres labourables avec 206 hectares, 11 % de la surface totale. Pour eux il n'y a eu aucun changement; ils sont restés ce qu'ils étaient en 1829.

Ensuite vient la vigne avec 112 hectares seulement. 112 hectares au lieu de 611 à l'époque de la confection du cadastre; 500 hectares de diminution; 5 % de la superficie totale au lieu de 32 %. Ici la différence est encore plus sensible que dans la commune de Veyre-Monton, où il y avait à tenir compte des cessions de terrain faites aux communes voisines. En 90 années, sur 600 hectares de terrain occupés par la culture de la vigne, 500 ont été employés à autre chose. C'est une réelle disparition.

Pour peu que le mouvement se continue pendant quelques années encore il ne restera plus un cep de vigne dans la commune d'Issoire. Nous chercherons plus loin les causes d'une pareille mort.

Les jardins occupent 65 hectares, chiffre équivalent à celui de 1825; bois et saussaies, 48 hectares; landes et noyeraies, 79. Nous constatons là une faible diminution, compensée par des articles nouveaux qui apparaissent : terrains d'agrément, 8 hectares; chemins de fer 12 hectares.

Le premier indique qu'Issoire s'est peu à peu transformé de gros village en petite ville. On a créé des promenades, un jardin public, etc.

Le deuxième est le résultat du développement des voies ferrées dans cette région. Développement qui laisse encore énormément à désirer comme nous le verrons plus loin.

Les vergers occupent 69 hectares, ce qui constitue une augmentation notable. Le prix élevé que les cultivateurs retirent de la vente des pommes, dites pommes à couteau en est la cause.

Enfin divers chantiers, commencement d'une industrie encore à l'état embryonnaire occupent 3 hectares.

Le nombre des parcelles, à l'heure actuelle, dans la commune d'Issoire est de 11.985, en augmentation de 2.634 sur celui de 1825. Dès maintenant nous constatons un certain morcellement réel. Cela nous donne en effet, une moyenne un peu supérieure à 15 ares par parcelle.

Bien que cette moyenne soit le double de celle relevée dans la commune de Veyre-Monton, elle est encore très faible. Cette augmentation du nombre des parcelles est le résultat du démembrement de certains de ces grands domaines qui appartenaient aux vieilles familles dont nous parlions plus haut. Partages et ventes sur licitation en sont la cause.

Le nombre d'imposés dans la commune qui correspond sauf erreur au nombre des propriétaires des vieilles matrices est d'environ 1800, en augmentation de 300 sur celui de 1825. Ici aussi, nous constatons donc un phénomène de dispersion de la propriété : 1800 propriétaires pour 1852 hectares cela fait juste une moyenne de 1 hectare. Elle est encore plus forte que celle correspondante de la précédente commune, néanmoins elle a notablement baissé et au morcellement réel s'ajoute un morcellement individuel.

Et les chiffres suivants vont encore le prouver plus clairement.

Moins de $1/2$ % seulement du nombre des propriétaires possèdent plus de 10 hectares. La grande propriété a donc perdu de moitié.

2 % possèdent plus de 5 hectares. Pas de changement, la moyenne propriété s'est maintenue.

Un peu plus de 15 % ont plus de 1 hectare. Là encore diminution notable.

Enfin 82 % ont moins de 1 hectare. C'est encore la petite propriété qui a gagné. L'augmentation est de 12 %.

Le nombre des propriétés bâties est actuellement de 1811. En augmentation de 400 sur le chiffre de 1825. Issoire s'est développée comme ville. Le commerce y a pris un certain essor, grâce à sa situation géographique; c'est le marché où viennent chaque samedi s'approvisionner les habitants de la montagne.

Le nombre des habitants a aussi augmenté; il était au dernier recensement en 1911 de 5457. Mais il ne faudrait pas se baser sur ce chiffre pour tirer des conclusions.

Il y a une trentaine d'années environ la commune d'Issoire comptait plus de 6.000 habitants. La population a donc diminué d'autant plus que ce chiffre de 5.457 est, de l'avis de nombreuses personnes, connaissant bien la commune, supérieur à la réalité actuelle.

Augmentation du nombre des parcelles, augmentation du nombre des propriétaires et surtout de ceux qui ont moins de 1 hectare, voilà le bilan des 90 années écoulées.

Il nous laisse entrevoir un morcellement toujours grandissant. Ajoutons à cette constatation la baisse formidable qu'a subie la culture de la vigne et la diminution qui, depuis une trentaine d'années, se fait sentir dans le nombre des habitants et nous aurons une idée à peu près exacte de l'évolution agricole dans la commune d'Issoire depuis 1829, date de la confection du cadastre jusqu'à nos jours.

Nous en avons fini avec la partie purement documentaire de notre étude. Les résultats que nous avons entre-

vus aussi bien pour la commune de Veyre-Monton que pour celle d'Issoire sont à peu près identiques, on peut même dire complètement semblables.

La propriété déjà très morcelée aux environs de 1830, loin de se remembrer n'a fait que se disperser davantage, allant presque jusqu'à l'émiettement. Nous connaissons dans la commune de Veyre-Monton, certaines parcelles qui n'ont pas une étendue supérieure à 200 mètres carrés. Et elles sont relativement nombreuses.

Partant de ces données certaines et nous appuyant sur elles, nous allons maintenant passer à la partie spéculative de notre étude. Nous chercherons tout d'abord pour quelles raisons la propriété va ainsi se morcelant dans cette contrée. Nous verrons ensuite quelles sont les influences qui ont déterminé certains changements dans le mode des cultures, et principalement à quoi tient cette décroissance si rapide de la culture de la vigne. La vigne était autrefois la plus grande richesse de ces deux communes ainsi que des communes environnantes. Le vin clair, léger, et sentant bien son fruit en était très renommé. Nous avons vu que cette culture diminue dans de telles proportions qu'on peut dire qu'elle tend à disparaître. Pourquoi ? C'est ce que nous tâcherons de voir. Enfin nous en arriverons à nous demander quelles conséquences ce morcellement, cette répartition de la propriété peut avoir au point de vue de l'avenir agricole de la région. Le problème de la crise de l'agriculture qui se pose un peu dans toute la France revêt ici un carac-

tère particulièrement aigu. Comme nous l'avons dit, cette contrée était jusqu'ici traditionnellement agricole; elle est à un tournant de sa vie. Tournant qui peut être dangereux, non seulement pour les populations de la Limagne, mais qui aussi aura certainement sa répercussion sur notre économie nationale. A l'heure actuelle se posent pour ces régions des questions angoissantes, des questions vitales. Nous nous efforcerons de les montrer le plus nettement possible; et nous nous permettrons d'indiquer quelles seraient, à notre avis les mesures propres à les solutionner au mieux de l'intérêt particulier et de l'intérêt général.

SECTION II

Influences qui ont agi sur l'évolution agricole ?

Quelles sont les causes qui ont influé sur cette évolution dans le mode de propriété et le mode de culture des terres durant les 90 dernières années dans cette région ?

CHAPITRE PREMIER

Dans le mode de propriété

Etudions tout d'abord les changements qui se sont produits dans la répartition de la propriété.

Nous avons vu, aussi bien dans la commune de Veyre-Monton que dans celle d'Issoire, que la propriété s'est notablement morcelée. Sous quelles influences ? Nous croyons qu'ici l'influence capitale, celle qui est

à la base de tout est d'ordre, en quelque sorte, moral et surtout historique. Par tradition, nous nous trouvons en présence d'un pays de propriétaires. Ici l'ouvrier agricole, le journalier qui, ne possédant rien travaille à la journée chez les autres, est l'infime minorité. Presque tout le monde possède son lopin de terre. Et le rêve de chacun est ou du moins était, car nous verrons plus loin qu'à l'heure actuelle un revirement se produit à ce sujet, de faire quelques économies pour acheter quelques ares de champs ou de vignes. C'est un fait dont on se rend parfaitement compte en compulsant les matrices successives depuis la confection du cadastre jusqu'à nos jours. On voit certaines familles étrangères à la commune venir s'y installer, n'y possédant absolument rien — et quelques années après, à la maison que ces gens ont tout d'abord achetée on voit peu à peu s'ajouter quelques champs, quelques vignes, etc.... Le but de chacun est donc bien d'être propriétaire. D'un autre côté certains domaines, quelque peu importants pour la région étudiée ont été mis en venté. Par suite du décès de l'ancêtre, la propriété s'est trouvée transférée à des descendants qui étant placés dans l'administration ou dans les professions libérales, ont cherché à se débarrasser de leurs terres. D'un côté donc un certain nombre de paysans ayant quelques économies et désireux d'acheter, de l'autre quelques domaines de 5, 10, 15 hectares dont les propriétaires veulent se débarrasser. Le résultat saute aux yeux ! morcelle-

ment des domaines, morcellement de la propriété.

Voilà donc comment, par un sentiment inné chez l'habitant de cette contrée, par influence en quelque sorte historique, la propriété a été se morcelant. Nous nous trouvons en présence d'une région qui, de tradition, est un pays de petite propriété. Cela est dans les mœurs des habitants comme le dialecte qu'ils parlent. Et cette influence historique est à la base de toute l'histoire agricole de ce pays. C'est d'elle que découlent toutes les autres qui ont non pas occasionné, mais consolidé et même développé ce morcellement. Capitaux très restreints interdisant l'emploi de toutes les méthodes nouvelles de cultures qui nécessitent une certaine avance de fonds.

A cette première influence s'en ajoute une autre d'ordre purement physique, géographique.

La topographie de la région incite en quelque sorte au morcellement. Les changements de pente sont ici très fréquents. On trouverait très difficilement un terrain d'une certaine étendue offrant une parfaite unité topographique. Et cet aspect de damiers qu'offre le pays semble presque cadrer et faire partie de son essence même.

De plus nous sommes ici dans une région où les communications sont très difficiles, et peu développées. Ainsi la première commune étudiée, celle de Veyre-Mouton est située à environ 4 kilomètres de la voie ferrée. Elle est à ce point de vue une des mieux partagées.

Nous ne trouvons d'ailleurs qu'une seule ligne de chemin de fer. Celle de Clermont-Ferrand à Nîmes, qui suit la vallée de l'Allier. Aucune ligne transversale. Il en résulte une difficulté énorme pour les transports. Tout doit se faire par la traction animale : chevaux et surtout vaches et bœufs. Et avec quelle lenteur ! Un pays de grande propriété ne s'accommoderait pas de pareilles conditions. Il lui faut de nombreuses voies ferrées pour écouler rapidement ses produits et faire venir tout ce qui est nécessaire ; seul un pays de petite propriété peut vivre dans une telle situation. Une certaine partie des produits est consommée sur place par le producteur lui-même et sa famille. Le reste est emmené par voiture jusqu'à la gare la plus proche.

En résumé volonté ferme de chacun de devenir propriétaire, configuration du sol, manque de voies de communication, telles sont les causes principales qui ont fait de cette région un pays de petite propriété.

CHAPITRE II

Dans le mode de culture

Voyons maintenant par quoi ont été occasionnés les changements qui se sont produits dans le mode de cul-

ture. Nous avons vu que vers 1835 la vigne et les terres labourables avaient dans les deux communes une importance à peu près équivalente et constituaient les deux modes de cultures de beaucoup les plus importantes occupant à elles deux 77 % de la superficie totale dans la commune de Veyre-Monton et 78 % dans la commune d'Issoire. Remarquons que sous la dénomination de terres labourables on comprend un certain nombre de cultures assez diverses, céréales de toutes sortes, pommes de terre, betteraves, légumes, etc.... Ces différentes rubriques étaient à ce moment, certainement d'importance inégale, mais on peut dire, sans crainte d'erreur qu'aucune d'elles n'avait l'importance de la vigne. En 1835, la vigne est donc la culture principale et de beaucoup.

En nous reportant aux matrices actuelles nous constatons une augmentation notable pour la superficie des terres labourables et une diminution très grande pour celle de la vigne et, dans la commune de Veyre-Monton, surtout pour cela des noyeraies et cerisaies. Occupons-nous tout d'abord de la vigne. Que s'est-il passé à ce point de vue ?

Dans la commune de Veyre-Monton, diminution de plus du double au simple. Et dans celle d'Issoire la vigne ne représente plus que le $\frac{1}{5}$ de ce qu'elle représentait à l'époque de la confection du cadastre. Remarquons tout d'abord que cette diminution ne s'est pas faite d'un mouvement uniforme. Jusque vers 1880 l'é-

tendue consacrée à la culture de la vigne reste à peu près la même.

Durant cette période, toutes les vignes étaient plantées en cépage direct, non greffé dit cépage du pays. Les raisins produits sont assez gros et d'un bon rendement. Le vin en est très apprécié. C'est la période de pleine prospérité pour cette région. En effet si l'entretien des vignes nécessite toujours un travail assez pénible il y a peu de frais. Le cépage employé s'adapte bien à la nature du sol, il en est d'ailleurs en quelque sorte le produit. Il n'y a aucun traitement à appliquer à la vigne. Le climat est très favorable et chaque propriétaire récolte une assez grande quantité de vin. C'est l'époque où l'on faisait, comme disent les habitants de cette contrée, une moyenne de presque 20 « pots » de vin à l'« œuvre » de vigne. Le « pot » est une mesure de capacité du pays dont la contenance est de 15 litres, et l'œuvre une mesure de superficie équivalente en moyenne à 400 mètres carrés. C'était un bon rendement. De plus le phylloxéra a détruit une partie du vignoble du Midi. Le vin d'Auvergne en acquiert d'autant plus de valeur. Le pot de vin se vend alors jusqu'à 5 et 6 fr., prix très élevé pour l'époque. Il était descendu jusqu'à 0,85 le pot, durant les années de 1840 à 1850 ! Les viticulteurs ont de l'argent et en profitent pour acheter encore quelques terres. A ce moment la propriété augmente notablement de valeur. Certains payent alors jusqu'à 5 et 6 francs la « toise » (4 mètres carrés) des

propriétés qui aujourd'hui ne se vendraient pas 0,50. Mais le phylloxéra après avoir détruit tout le vignoble du Midi, fait son apparition dans cette région. De 1890 à 1900 il cause des ravages immenses, toutes les vignes dépérissent les unes après les autres, catastrophe formidable et grosse de conséquences. Les quelques économies réalisées pendant les années précédentes ont été employées à l'achat à des prix très élevés d'autres propriétés. Les paysans n'ont aucun capital de disponible. Que faire ? On arrache avec tristesse ces vignes qui ont été jusqu'ici la poule aux œufs d'or »... les professeurs d'agriculture conseillent de replanter... Mais pour cela il faut avoir des avances ! On ne peut d'ailleurs pas replanter avec le même cépage, car il serait immédiatement détruit à nouveau par le phylloxéra, il faut se procurer d'autres plants, dits plants américains, les faire greffer. Le prix de revient en est élevé. De plus ces plants sont d'une réussite plus ou moins sûre ; d'autant plus qu'on ne les a pas encore expérimentés dans cette région. Une fois plantés, il faut ensuite attendre au moins 3 années avant de récolter et encore ce n'est guère qu'à la cinquième année que le rendement commence à être rémunérateur. Ce nouveau cépage est très délicat ; sujet à de nombreuses maladies. Outre le phylloxéra, il y a le mildiou, l'oïdium, etc... Contre ces maladies il faut appliquer des traitements relativement coûteux. Sulfatage avec un mélange de sulfate de cuivre et de chaux. Poudrage avec un mélange-partie égale de soufre et de chaux. On conseille de sulfater au moins 4 fois par an. Pour tout

cela il faut avoir des capitaux et rares sont ceux qui en possèdent. De plus dans le Midi où la propriété est beaucoup plus grande, partant les disponibilités plus abondantes, le vignoble a été rapidement reconstitué, et commence à produire. Le prix du vin baisse dans de notables proportions. Aussi dans nos communes peu de gens se hasardent à reconstituer leur vignoble. C'est le début de la décroissance que nous avons constatée. Elle ne fera que s'aggraver. Parmi ceux qui ont replanté certains ont été malheureux dans leur essai, ils se découragent, reculent devant de nouveaux frais, et chaque année la superficie consacrée à la culture de la vigne s'amointrit. Comme pour accélérer ce mouvement à partir de 1908 jusque vers 1914 sévit une période de mauvais temps, gelées tardives, pluies trop abondantes, grêle, etc... Aussi, découragés, la plus grande partie des habitants de cette région abandonne de plus en plus la culture de la vigne. Les terres qui jusqu'alors étaient couvertes de ceps, sont destinées à d'autres modes de cultures; c'est ainsi que la surface des terres labourables s'accroît et, fait beaucoup plus grave encore sur lequel nous reviendrons plus loin, beaucoup de ces terres restent incultes ! La guerre survient, enlève des bras, et le mouvement s'accroît encore.

Voilà pour quelles raisons nous constatons une pareille décroissance dans la culture de la vigne. Nous assisterons peut-être, à l'heure actuelle, à une reprise en sens inverse provoquée par le prix de vente élevé qu'a atteint

le vin ! de 20 à 25 francs le pot (c'est-à-dire les 15 litres), mais comme nous le verrons plus loin cette reprise est entravée par le manque de capitaux et de main-d'œuvre.

En ce qui concerne les noyeraies et cerisaies, c'est-à-dire les deux seules sortes d'arbres fruitiers que nous trouvons dans cette région, nous constatons qu'à l'époque de la confection du cadastre, cette culture avait une certaine importance surtout dans la commune de Veyre-Monton. Aujourd'hui elle a presque entièrement disparu. Cela tient à deux causes très simples. Tout d'abord les difficultés de communications mettant les propriétaires dans l'impossibilité d'aller vendre les fruits à la ville et d'en tirer un certain bénéfice. D'autre part quelques scieries s'étant installées dans la région, où elles utilisent les chutes d'eaux, assez nombreuses, un prix d'achat suffisamment rémunérateur fut offert aux propriétaires de noyeraies et de cerisaies. Ne tirant rien ou presque rien des fruits, et trouvant à vendre leurs arbres à un prix avantageux, ils les vendent. Voilà pourquoi ce mode de culture a presque entièrement disparu aujourd'hui.

Nous connaissons donc maintenant l'histoire agricole de cette contrée depuis la confection du cadastre jusqu'à nos jours. Nous avons vu dans quel sens le mode de propriété y a évolué. Pays de petites propriétés dès 1830, il le devient de plus en plus. Augmentation du nombre des parcelles, augmentation du nombre des propriétaires. Dispersion et morcellement de la propriété.

Diminution notable et constante du nombre des habitants dans la commune de Veyre-Monton et aussi dans celle d'Issoire où après avoir constaté un certain accroissement on retombe dans une période de décroissance. Importance de moins en moins grande de la culture de la vigne. Voilà comment se présentent aujourd'hui au point de vue agricole, ces deux communes. Si nous ne nous occupons que d'elles c'est parce que nous les connaissons plus particulièrement, mais les faits que nous y avons constatés se retrouvent absolument identiques dans les communes voisines. Nous allons maintenant voir quelles ont été et quelles sont les conséquences d'un tel état de choses. Comment à l'heure actuelle vit cette contrée ? Dans quel sens évolue-t-elle ? En un mot comment s'y présente l'avenir déterminé par le passé que nous venons d'étudier.

SECTION III

Les conséquences au point de vue agricole

De nos jours on constate dans l'agriculture une forte tendance vers l'industrialisation. C'est d'ailleurs un phénomène que l'on retrouve dans toutes les branches de l'activité humaine.

On s'efforce « d'entreprendre » en grand et de produire en grand. Les frais généraux étant loin de se développer proportionnellement à l'étendue de l'exploitation, le bénéfice s'en trouve d'autant augmenté. De plus le gros producteur tient les marchés. Il est de taille à lutter avec les groupements d'intermédiaires et de consommateurs. Mais ceci ne peut avoir lieu au point de vue agricole que dans un pays de grande propriété. Et dès maintenant nous apercevons la plus grave conséquence du régime de petite propriété tel que nous le trouvons dans la région étudiée.

Pour montrer avec le plus de clarté possible ce qu'a

fait de cette région, au point de vue agricole, le mode de répartition de la propriété, pour montrer comment se comporte cette contrée, il nous semble que la meilleure méthode est celle qui consiste à décrire avec autant de vérité que possible, le spectacle qu'offrent à nos yeux ces deux communes, la vie des habitants, leur méthode de travail, le rendement obtenu. Ainsi nous verrons comment se développe ce pays et vers quel avenir il se dirige.

Pour cela, et afin d'éviter un manque de précision, nous allons procéder pour chaque mode de culture pris séparément.

CHAPITRE PREMIER

La culture de la vigne

Nous avons vu qu'après les ravages causés par le phylloxéra la reconstitution du vignoble ne s'effectua que d'une façon très partielle. La culture de la vigne perdit beaucoup en étendue. Ce fut une première conséquence du morcellement de la propriété. N'ayant pas ou presque pas de disponibilités, il fut presque impossible aux viticulteurs éprouvés de replanter. Naturellement une moins grande étendue entraîne une moins grande

production. Et cette baisse dans la production fut encore accentuée par le moins grand rendement que l'on obtient avec le cépage américain greffé par rapport à celui que l'on obtenait avec l'ancien plant. Considérons les vignes qui ont été reconstituées et suivons pas à pas leur vie depuis leur plantation jusqu'au moment où elles sont entrées en production.

En ce qui concerne la plantation elle-même, elle s'est effectuée normalement. En effet cette opération ne pouvant se faire qu'à la main et demandant un soin tout spécial, le fait que nous nous trouvons dans un pays de petite propriété n'a eu aucune influence bonne ou mauvaise. Une fois plantée la vigne commence à pousser. Il faut la travailler; car une vigne mal entretenue pousse mal et ne tarde pas à périr. Dans les années normales une vigne doit être fossoyée au moins 4 fois. Dans les pays de grande propriété cette opération se fait à la machine ou au moins par la traction animale. Ici impossibilité provenant du morcellement et de la configuration du sol. Nos paysans fossoient leurs vignes comme leurs aïeux les fossoyaient il y a un siècle à l'aide d'une houe, instrument appelé dans le pays un « fessou » Quelle perte de temps! Alors que, sans parler du travail à la machine, avec la traction animale on peut arriver à fossoyer en un jour près de 1 hectare de vigne, avec le travail manuel l'ouvrier en fossoie environ une œuvre qui est la vingt-cinquième partie de l'hectare (telle est d'ailleurs l'origine du mot œuvre, *opera*). Pour arriver

au résultat obtenu dans les pays de grande propriété il faudrait donc environ vingt fois plus de main-d'œuvre. Et cependant les paysans de cette région sont bien loin d'appliquer la journée de 8 heures. Le jour les voit arriver à leur travail, la nuit les voit partir. Nous apercevons là une fâcheuse conséquence du morcellement de la propriété : impossibilité d'appliquer le travail mécanique. A cette première conséquence s'en ajoute une autre non moins préjudiciable : l'éloignement des parcelles. Cette considération sera d'ailleurs commune à toutes les sortes de culture; les diverses parcelles appartenant à un même propriétaire sont, la plupart du temps disséminées aux quatre coins de la commune. D'une étendue très faible, elle nécessite parfois seulement une demi-journée de travail, et en tout cas, un nombre de journées très faible et rarement entier. Aussi faut-il que le cultivateur fasse plusieurs kilomètres pour se rendre d'une parcelle à l'autre lorsqu'il a terminé son travail dans la première et veut le commencer dans la seconde. D'où une perte de temps très grande, qui se chiffre par plusieurs heures à la fin de la semaine. C'est autant de temps durant lequel le propriétaire n'est pas rétribué, soit qu'il travaille lui-même soit qu'il emploie des ouvriers. Pour lui cela se traduit par un déficit très grand à la fin de l'année.

Voilà donc les premiers inconvénients du morcellement de la propriété et que nous rencontrons dans le travail de la vigne. /

La vigne pousse, il faut soutenir le cep avec un tuteur. Dans les pays de grande propriété on emploie le système du fil de fer. Des piquets sont plantés à une dizaine de mètres les uns des autres dans le sens de plantation des ceps et sont reliés par deux ou trois fils de fer disposés les uns au-dessus des autres à 0 m. 35 environ. Cette méthode offre l'avantage d'être très propre. Les différentes raies de la vigne sont ainsi très bien délimitées et surtout il est avantageux dans ce sens que ce mode d'échalassement dure assez longtemps. Les fils de fer ne s'useront pour ainsi dire pas, quand aux pieux il suffit de les remplacer au fur et à mesure qu'ils pourrissent ce qui a lieu à peine tous les 15 ans. Mais pour pouvoir employer ce mode d'échalassement il faut avoir des vignes d'une certaine étendue. On ne peut en effet couper les fils de fer en un trop grand nombre de morceaux; cela entraînerait trop de déchets et ferait disparaître le bénéfice de l'opération. Voilà pourquoi il est impossible d'employer cette méthode dans notre région (ou tout au moins de l'employer d'une façon générale). Aussi la bonne moitié, presque les deux-tiers des vignes sont elles échalassées, selon la vieille méthode avec des échalias. Autour de chaque cep est planté un ou deux échalias. L'inconvénient de ce mode d'échalassement est qu'il est d'une durée bien moins longue que le précédent et partant qu'il entraîne plus de frais. De plus il nécessite plus de travail. En effet au début du mois de décembre on arrache ces échalias et on les met en tas afin qu'ils ne pourrissent pas trop pendant l'hiver.

Au printemps, il faut les replanter, donc, double de travail. Et cette manutention ne va pas sans détériorer les échalas : usure rapide, nécessitant un remplacement fréquent d'où augmentation des frais d'exploitation.

Citons seulement pour mémoire les opérations de taille et de liage de la vigne. Elles doivent se faire à la main, et leur accomplissement ne souffre en rien du fait du morcellement de la propriété, si ce n'est toujours en ce qui concerne l'éloignement des parcelles exposées plus haut. Toutefois en ce qui regarde l'opération qui consiste à lier la vigne, remarquons que cette dernière est plus longue, nécessite l'emploi d'une plus grande quantité de paille, et est partant plus coûteuse, lorsque les vignes sont échalassées avec des échalas au lieu de l'être avec des fils de fer.

Nous arrivons maintenant aux traitements que l'on doit faire subir à la vigne afin de la protéger contre les diverses maladies cryptogamiques : phylloxéra, black-rot, mildiou, oïdium, etc..., etc... qui l'a ravagé. Tout d'abord remarquons que ces traitements doivent être appliqués comme préventifs chose que l'on oublie trop volontiers dans notre région.

Ces traitements comprennent deux opérations principales : le sulfatage et le soufrage.

Le sulfatage se fait en moyenne 4 fois par année. Mais on doit presque considérer ce chiffre comme un minimum.

Dans les années pluvieuses et partant plus propices à l'extension des maladies cryptogamiques, on arrive à sulfater jusqu'à 7 à 8 fois. En principe chaque sulfatage doit être suivi d'un poudrage partie égale de soufre et de chaux grasse. Ces diverses opérations, surtout si l'on tient compte de la hausse formidable qu'ont subi le sulfate de cuivre et le soufre nécessitent une certaine avance de fonds. Or, ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, chez le petit propriétaire de cette région on ne trouve pas ou presque pas de capitaux disponibles. Ils hésitent donc à traiter leurs vignes comme el es devraient l'être; d'autant plus que n'ayant qu'une faible étendue plantée en vigne, il ne leur faut qu'une quantité relativement faible de chaque ingrédient et le prix de revient s'en trouve proportionnellement augmenté. Ils pourraient peut-être obvier à cet inconvénient par l'association. Nous exposerons plus loin ce que nous pensons de cette solution. En résumé la vigne est donc insuffisamment soignée — le résultat est immédiat : la récolte est moins abondante, lorsqu'elle n'est pas nulle et d'une qualité inférieure.

Ainsi durant les années 1910, 1911, 1912, 1913 qui furent spécialement néfastes à la vigne, surtout dans la commune de Veyre-Monton, nous sommes certains qu'environ 7 propriétaires sur 10 n'eurent pas à vendre. Pourquoi ? parce qu'ils n'avaient pas eu les capitaux nécessaires pour faire face aux dépenses notablement élevées que demandaient ces années propices

au développement des maladies cryptogamiques. Les rares propriétaires qui récoltèrent des raisins furent ceux qui avaient pu traiter leurs vignes. Ils n'eurent certainement pas autant de vendange qu'en année normale, mais ils arrivèrent à préserver le cep lui-même, à entretenir le bois et la pousse de la vigne, ce qui est le principal et la garantie des récoltes futures. Un d'entre eux qui sulfatait jusqu'à 10 fois, eut non seulement des vignes avec un bois supérieur, mais encore une quantité appréciable de raisins.

Ceux qui ont des capitaux sont ici les exceptions; la majorité ne possède rien. Ayant à peine quelques dizaines d'ares de vigne, ils récoltent juste de quoi assurer leur nourriture, et lorsque les années sont mauvaises, ils ne peuvent faire les avances nécessaires à la lutte contre la maladie. On aperçoit immédiatement le cercle vicieux dans lequel ils tombent : n'ayant pas de capitaux pour traiter leurs vignes, ils ne récoltent rien ou presque rien; et partant s'appauvrissent de plus en plus. C'est évidemment là une des conséquences les plus graves du morcellement de la propriété, et sur laquelle on ne saurait trop attirer l'attention. Elle constitue même un danger de mort, de disparition pour la petite propriété. Nous n'avons pas à discuter ici si cela serait à souhaiter ou non, au point de vue social, mais nous constatons qu'au point de vue économique le morcellement de la propriété tend à l'appauvrissement en quelque sorte progressif du petit propriétaire.

Or qui dit appauvrissement dit diminution des facilités de travail, des facultés d'entreprise des possibilités. Et c'est le résultat que l'on constate dans cette région et que nous ferons ressortir plus loin comme conclusion de notre étude.

Voilà donc quelles sont les entraves qu'apporte à la culture proprement dite de la vigne le morcellement de la propriété. Voyons maintenant l'influence de ce morcellement sur la fabrication du vin.

En ce qui concerne la récolte des fruits nous n'avons pas grand'chose à dire. Remarquons simplement que l'éloignement des parcelles occasionne là une perte de temps très appréciable; perte de temps qui a une répercussion assez importante sur la qualité du vin. En effet la vendange se trouve notablement prolongée par ce fait que les différentes vignes appartenant à un même propriétaire sont souvent fort éloignées l'une de l'autre. On pourrait il est vrai, remédier à cet inconvénient en formant plusieurs équipes d'ouvriers et d'ouvrières.

Mais si ceci est possible dans les pays de grande culture il n'en est pas de même dans notre région. Ici en effet la vendange est une opération presque uniquement familiale. Quelquefois on s'aide entre voisins ou amis; mais ceci est assez rare, car presque tout le monde étant propriétaire chacun est occupé de son côté. Louer des étrangers, il n'y faut pas compter, toujours pour la raison exposée plus haut : manque de capitaux, frais occasionnés qui ne seraient plus en proportion avec l'importance de la récolte. On en est donc réduit aux mem-

bres de la famille. Voilà pourquoi l'éloignement des parcelles aggravé du nombre restreint des ouvriers augmente sensiblement la durée des vendanges. Le raisin ramassé dans une première journée est versé à la fin de cette journée dans une cuve, celui ramassé dans une deuxième journée est versé dans la même cuve et ainsi de suite jusqu'à ce que la cuve soit pleine. Or il arrive, souvent, que l'on verse dans la cuve du raisin frais, venant de la vigne, alors que celui qui y est déjà a commencé de fermenter : résultat la fermentation est arrêtée pour quelque temps. Or il n'y a rien de plus préjudiciable à la qualité du vin qu'une fermentation mal faite, ou faite en plusieurs fois. Voilà donc un premier inconvénient et non des moins importants qui résulte directement du morcellement de la propriété.

Les autres inconvénients, bien qu'étant peut-être moins directs que le précédent n'en sont pas moins à retenir. Ils peuvent se résumer en quelques mots : ignorance et par conséquent non-application des méthodes nouvelles d'une part; manque de capitaux et trop faible importance de la récolte pour leur application, d'autre part. Voilà en effet ce qui caractérise la fabrication du vin dans cette région. On y fait le vin aujourd'hui comme on le faisait il y a un siècle. Aucune amélioration n'a été apportée. Cette absence de progrès et de mise à jour est certainement due en partie en plus de la cause indiquée plus haut, à l'entêtement des paysans. Ils sont d'une nature rebelle à tout change-

ment à toute innovation. Mais ce caractère n'a-t-il pas lui-même sa source dans le mode de propriété ? C'est ce que nous étudierons plus loin. Les procédés de fabrication du vin sont donc très arriérés. En effet la vendange est versée dans la cuve au fur et à mesure qu'on l'apporte de la vigne et telle qu'elle est apportée, sans être au préalable passée dans un moulin à vendange. Nous faisons remarquer que le procédé indiqué est le plus généralement employé; il est certain qu'il y a quelques exceptions, mais elles constituent des cas isolés dont nous ne pouvons nous occuper, et qui d'ailleurs viennent faire ressortir la vérité de nos constatations).

La cuve, comme son nom l'indique, est un grand vase ouvert. Le raisin va donc fermenter en vase ouvert. Lorsque toute la vendange appartenant à un même propriétaire a été vidée dans une ou deux cuves (ce chiffre de deux est rarement dépassé) on la laisse fermenter durant quelques jours — presque une semaine — puis on commence à fouler la cuve. Cette opération se fait selon le vieux système du foulage aux pieds; un homme ou deux, selon la capacité de la cuve y entrent et par une sorte de piétinement écrasent les raisins. En plus du danger d'asphyxie que ce procédé comporte, il est vraiment rudimentaire et laisse beaucoup à désirer au point de vue propreté. Le foulage se pratique pendant 5 ou 6 jours consécutifs, puis on arrose le marc. Cette opération consiste à tirer par le robinet qui est au bas de la cuve une certaine quantité de vin et à s'en servir

pour humecter le marc qui naturellement étant moins lourd que le liquide a par conséquent tendance à sécher et à s'aigrir. Enfin au bout de quinze jours environ on tire le vin nouveau. Le gros inconvénient de ce procédé est que le raisin reste trop longtemps dans la cuve et de plus la fermentation se faisant en vase ouvert, la plus grande partie de l'arome s'échappe. Le produit est moins parfumé, moins fort en alcool et par conséquent de moins bonne qualité. Il est certain que la vendange préalablement écrasée dans un moulin, puis versée dans un foudre, vase clos d'où s'échappe un tuyau en caoutchouc venant tremper dans un récipient plein d'eau pour le dégagement d'acide carbonique, la fermentation se faisant en vase clos, dure moins longtemps. Au bout de 6 jours environ on peut tirer le vin, et il a gardé tout son parfum et toute sa force.

Notre conclusion va être identique à celle que nous avons tirée précédemment du manque de soins dans la lutte contre les maladies de la vigne. N'ayant pas les capitaux suffisants pour l'achat du matériel nécessaire à l'application des méthodes nouvelles le petit propriétaire fait son vin selon les anciens errements. Ce vin, nous l'avons montré, est de qualité inférieure et naturellement se vendra à un prix moindre; ce qui diminuera d'autant le gain du vendeur et par suite ses disponibilités pour l'année suivante.

C'est encore le même cercle vicieux que nous trouvons. Or la culture de la vigne est une de celles qui exige

le plus de travail, le plus de soins et aussi le plus de capitaux. Le petit propriétaire, comme nous venons de le voir ne trouve pas un bénéfice suffisant, ou par manque d'avances ne peut continuer à la pratiquer, il aura tendance à restreindre cette culture de plus en plus, abandonnera chaque année une ou deux parcelles : les moins bien exposées, les plus éloignées et diminuera d'autant ses possibilités. Chose grave que nous avons déjà signalée et sur laquelle nous reviendrons encore, il ne se contentera pas de restreindre la superficie de ses propriétés occupées par la vigne, souvent il ne remplacera pas cette culture par une autre, il abandonnera purement et simplement quelques parcelles, il les laissera en friche ! Cela est gros de conséquences et intéresse non plus seulement l'intérêt particulier et même régional, mais bien l'intérêt général. Et cet abandon qui serait difficilement concevable dans un pays de grande propriété l'est au contraire très bien ici. En effet, pour ces quelques parcelles abandonnées, qui sont d'une faible étendue le propriétaire ne paie qu'une somme infime comme impôt, ce qui l'empêche d'hésiter à laisser ses terres en friche. Peu à peu, certains petits propriétaires en arrivent à abandonner la totalité de leur propriété, qui reste inculte tandis qu'ils s'en vont ailleurs, s'embaucher comme ouvriers dans quelque usine. Nous reviendrons plus loin sur un tel danger mais dès maintenant nous tenons à attirer l'attention sur les conséquences qu'il fait courir à l'avenir agricole de notre région. Les

mêmes inconvénients résultant du morcellement de la propriété qui président à la fabrication du vin se retrouvent aussi dans sa conservation et sa vente.

Il est un fait certain c'est que dans la région étudiée on ne sait pas soigner le vin, et lui conserver la valeur qu'il peut avoir au sortir de la cuve. Cela provient surtout de l'insuffisance de récipients et de la négligence apportée à leur entretien.

Et maintenant voyons comment va s'opérer la vente du vin. Comment le petit propriétaire, le petit producteur va-t-il se comporter dans la lutte qu'il va avoir à livrer contre l'acheteur en gros, contre l'intermédiaire. Point n'est besoin de faire de longs développements pour montrer qu'il va avoir nécessairement le dessous et sera obligé de livrer sa marchandise au prix que lui imposera l'acheteur. Tout d'abord chacun ne possède qu'une faible quantité de produit. Dans cette région et spécialement dans les deux communes étudiées, la quantité moyenne dont chaque propriétaire dispose pour la vente est d'environ 80, peut-être 100 pots — 15 hectolitres à peine ! et encore ce chiffre est-il peut-être un peu trop élevé. Donc pour chacun, faible quantité de produit à mettre en vente ; d'un autre côté nombre relativement élevé de vendeurs, par conséquent difficulté d'une action concertée ; de cela il résulte pour les vendeurs l'impossibilité de fixer eux-mêmes le cours du vin ou tout au moins de lutter à armes égales avec l'acheteur. Et cela est encore aggravé

par une autre conséquence du morcellement de la propriété; nous avons vu que le petit propriétaire ne possède pas de capitaux; sa récolte en vin représente pour lui une partie importante du pain qu'il va manger durant l'année suivante; il est donc pressé de vendre, de réaliser. Il faut qu'il vive, et pour cela qu'il échange son vin contre de l'argent. Et l'acheteur saura bien profiter de cette situation; il paiera comptant et aura le produit à meilleur marché (ce qui ne l'empêchera pas de le vendre à un prix aussi élevé que s'il l'avait acheté à sa valeur réelle). Donc perte pour le vendeur, rémunération moins importante.

Nous avons montré quels étaient les inconvénients résultant du morcellement de la propriété, en ce qui concerne la culture de la vigne. En résumé nous avons vu que les principaux étaient : perte de temps, nécessité de fournir une plus grande somme de travail, ou d'avoir plus de main-d'œuvre; et par conséquent augmentation des frais d'exploitation; enfin impossibilité d'introduire dans la culture les procédés nouveaux, les procédés mécaniques.

CHAPITRE II

Les terres labourables

Livrons-nous maintenant à la même étude en ce qui concerne les terres labourables et spécialement la culture des céréales qui est actuellement la plus importante de la région étudiée.

Dans cette contrée on cultive surtout le blé, l'avoine l'orge et le seigle ; ce dernier en moins grande quantité. Les parties relativement plates de nos deux communes, bien fertilisées par les poussières volcaniques constituent des terres propres à la culture des céréales.

En ce qui concerne le labourage, il s'opère avec des charrues traînées par des bœufs, vaches ou chevaux. Le travail effectué par un moteur autre que le moteur animal est presque inconnu dans notre région. Nous ne connaissons que peu de propriétaires dans les deux communes étudiées qui possèdent un tracteur.

Donc pour le labourage, emploi presque exclusif de la traction animale : naturellement perte de temps. Il est d'ailleurs certain et c'est surtout dans le travail des terres labourables que ceci apparaît avec une vérité éclatante, que la petite propriété est incompatible au travail mécanique. Que l'on essaie d'employer un tracteur quelconque

pour le labourage de nos parcelles, dont quelques-unes ont à peine deux ou trois ares, les frais d'entretien, d'alimentation et l'usure de la machine augmenteront à un tel point les dépenses d'exploitation qu'il faudrait vendre le produit à un prix presque double pour arriver à retirer un bénéfice normal. Donc, impossibilité absolue de se livrer au travail mécanique. Et c'est là le plus grand désavantage du morcellement de la propriété. Le paysan qui dans nos régions doit labourer son champ par la traction animale, l'ensemence presque uniquement à la main. La perte de temps qui en résulte est considérable, et si l'on voulait arriver durant le temps propice aux semailles à ensemençer une superficie de terre relativement importante, il faudrait faire appel à une main d'œuvre trop nombreuse ce qui entraînerait des frais disproportionnés à l'intérêt en jeu. Aussi que se produit-il? Là comme pour la vigne, et c'est un résultat sur lequel nous ne saurions trop insister, le petit propriétaire a tendance à vouloir tout faire par lui-même ou avec le secours des membres de sa famille, et, naturellement il ne peut prétendre pour peu qu'il possède un certain nombre de parcelles, à les cultiver toutes; il est par la force même des choses amené à restreindre sa capacité d'entreprise. Et voici encore quelques parcelles qui vont être abandonnées. Nous avons déjà relevé un pareil fait pour la culture de la vigne. Parcelles de vigne, parcelles de terres labourables, les unes s'ajoutent aux autres et finissent par constituer une superficie considérable qui reste ainsi inculte.

Voilà donc les terres labourées et ensemencées en céréales. Nous avons peu de chose à dire en ce qui concerne le travail de ces parcelles. Ce que nous avons dit de la vigne, s'applique encore ici, le fossoyage des blés et autres céréales se fait à la main. Aucun travail mécanique, d'où augmentation du prix de revient.

Arrivons au moment où les céréales sont mûres et prêtes à couper. A part quelques rares propriétaires (environ 4 ou 5 pour la commune de Veyre-Monton qui se servent de moissonneuses-lieuses à traction animale) la grande majorité des paysans coupent leurs céréales à la main avec une faucille. C'est peut-être dans cette opération et aussi dans celle du battage dont nous nous occuperons plus loin que l'on aperçoit le plus fortement l'inconvénient du morcellement de la propriété prohibant tout travail mécanique. Si l'on compare le travail effectué par un ouvrier qui coupe son blé à l'aide d'une faucille à celui effectué par une moissonneuse mécanique en se bornant à ce qui concerne la seule opération de la coupe des céréales, on constate que le premier donne un rendement équivalent environ au 1/3 du second. Et de plus il faut encore des bras pour lier les gerbes, opération qui est faite en concomitance de la première, grâce à la moissonneuse-lieuse. Si le petit propriétaire voulait effectuer ce travail en un laps de temps normal il lui faudrait employer une main d'œuvre formidable. Or cette opération est strictement familiale : l'homme et

les enfants un peu âgés coupent les céréales, les femmes lient les gerbes. Les moissons durent très longtemps, plusieurs semaines. Et de cette trop longue durée résultent plusieurs inconvénients : impossibilité de profiter, sauf dans les années exceptionnellement belles, d'une éclaircie de beau temps. Comme on ne peut commencer à moissonner que lorsque les céréales sont mûres, si l'opération se prolonge un peu trop dans les dernières parcelles coupées, le fruit est à un degré de maturité trop avancé, les graines tombent d'elles mêmes et se perdent dans le sol.

Voilà les céréales coupées et les gerbes liées. Que va-t-il en advenir ? Deux cas sont à distinguer. Ou bien le propriétaire veut faire conduire ses gerbes dans une grange pour les battre lui-même ; ou bien il veut les faire battre en plein champ par une batteuse mécanique. Disons tout de suite que le premier cas est malheureusement le plus fréquent. Les trois-quarts des propriétaires récoltant des céréales n'en n'ont pas une quantité suffisante pour les faire battre mécaniquement. Et encore dans l'autre quart rares sont ceux qui à eux seuls peuvent occuper une batteuse même durant une journée. Le plus souvent ils sont obligés de s'entendre à 2 ou 3 pour mettre leurs céréales en commun.

Revenons au premier mode de battage, le battage à la main. Le propriétaire conduit les gerbes dans sa grange ; ceci se fait avec des chars traînés par des vaches ou des bœufs. Que de manutention et de perte de temps ! Enfin

voici les gerbes rangées dans la grange. Peut-on s'imaginer qu'au siècle d'industrialisation où nous sommes, où tant de travail se fait mécaniquement il soit encore des gens qui battent leur blé à l'aide du vieux fléau dont se servaient nos aïeux. Tel est cependant le mode le plus usité dans notre région. La perte de temps devient alors incalculable. Et l'on se demande à quel prix deviendrait le pain si les paysans exigeaient un salaire égal à celui de l'ouvrier de l'usine ! Le rendement obtenu par le système du fléau n'est même pas à comparer avec celui obtenu par le battage mécanique. La disproportion est trop grande pour que la comparaison puisse être établie. D'autant plus que toujours pour éviter des frais et par manque de capitaux, le petit propriétaire fait cette opération lui-même où avec l'aide de ses fils et parents. En plus du battage proprement dit il faut ensuite procéder aux diverses opérations nécessaires pour séparer le grain de son alvéole et des nombreuses poussières et impuretés avec lesquelles il est mélangé. Alors que la batteuse mécanique effectue ces différentes opérations par elle-même et pour ainsi dire en même temps ; avec le battage au fléau il faut y procéder avec une série d'instruments distincts. Un appareil relativement perfectionné est le tarare. Mais cet appareil coûte encore assez cher et peu de nos propriétaires en possèdent un.

Au procédé rudimentaire du battage au fléau s'ajoute le procédé non moins rudimentaire du van. Par ce moyen il faut plusieurs heures pour approprier un dou-

ble décalitre de grains et encore le résultat est-il loin d'être satisfaisant. Ici le manque de perfectionnement est plus sensible si toutefois cela est possible que dans la vinification.

Avec de pareils procédés le petit propriétaire perd au minimum les $\frac{2}{3}$ de son temps; et cela a une répercussion profonde sur le prix de revient et le bénéfice réalisé.

En ce qui concerne le battage mécanique, le principal inconvénient du morcellement de la propriété réside en ce que chaque parcelle étant d'une faible étendue et ne produisant par conséquent qu'une petite quantité de gerbes, il faut réunir toutes les céréales appartenant au même propriétaire dans l'endroit où la batteuse viendra s'installer; et pour cela il faut aller chercher un char de blé à tel endroit, un autre à tel autre jusqu'à ce que tout ait été transporté. Or les parcelles sont souvent éloignées les unes des autres ce qui occasionne encore une perte de temps et nécessite plusieurs manutentions qui ne laissent pas que d'être préjudiciables aux gerbes ainsi transportées, surtout lorsque les épis sont un peu trop mûrs. De plus la batteuse n'est pas la propriété des cultivateurs qui l'emploient. Il n'y en a même pas une pour chaque commune, mais une pour plusieurs communes. Le propriétaire de cette machine suit les différents villages et naturellement il faut attendre son tour. Pendant ce temps les céréales qui sont en meules en plein champ se détériorent; les rats vont y nicher et s'en nourrissent. Considéré au point de vue particulier cela ne cause peut-

être pas un bien grand dommage; néanmoins multiplié par le nombre de propriétaires chez lesquels il se produit, il finit par prendre de l'importance au point de vue de l'économie générale, et cela n'est pas à dédaigner, surtout à l'heure actuelle, où nous sommes, sur cet article, de gros importateurs. Voilà en ce qui concerne la culture des céréales les principaux inconvénients résultant de la petite propriété.

Au point de vue des autres cultures contenues sous la rubrique générale « terres labourables » — les pommes de terre par exemple — nous n'avons que peu de choses à dire. Là on trouve toujours la même considération. Pour éviter l'emploi d'une main-d'œuvre qui lui retirerait tout son bénéfice, ne pouvant se livrer au travail mécanique, le petit propriétaire a de plus en plus tendance à limiter la superficie des terres qu'il cultive au minimum nécessaire à sa consommation personnelle et à sa famille. Dans les 2 communes que nous avons étudiées chaque propriétaire plante des pommes de terre pour lui même, et l'on ne trouverait à l'heure actuelle par exemple, que très difficilement à en acheter, surtout dans la commune de Veyre-Monton, Issoire étant déjà une petite ville qui en reçoit d'autres contrées. Résultat des plus fâcheux, conséquence très grave du morcellement de la propriété.

CHAPITRE III

Les prés vergers

Nous avons presque terminé notre étude des différents modes de culture et des répercussions de la petite propriété. Il ne nous reste plus qu'à parler d'une culture qui dans la commune de Veyre-Monton surtout a pris une certaine extension et est d'ailleurs d'un assez bon rapport. C'est celle des pommiers producteurs non pas de pommes à cidre, mais de pommes à couteaux, spécialement des pommes « Canada ». Toute la vallée de la Veyre, petit affluent de la rive gauche de l'Allier, est plantée de ces pommiers.

Au point de vue de leur entretien il nous faut tout d'abord faire une remarque très importante : très rares sont les propriétaires qui savent tailler ces arbres selon les méthodes nouvelles. Il y a là une ignorance complète et qui, comme nous le montrerons plus loin, est une conséquence du morcellement de la propriété. Il est évident qu'étant mal taillés, les pommiers produisent sinon moins, du moins des fruits de qualité moins bonne. Mais le gros inconvénient résultant pour cette culture du fait de la

petite propriété se constate dans la vente du produit. Peu de propriétaires possèdent une étendue de prés vergers suffisante pour récolter la contenance équivalente à un wagon de pommes; d'où l'impossibilité de traiter directement avec les entrepositaires des Halles de Paris, par exemple, l'obligation de passer par des intermédiaires. Ceux-ci achètent la récolte de plusieurs propriétaires groupent le tout et l'expédient. Naturellement ils prélèvent un bénéfice et de plus imposent leur prix aux producteurs. D'un autre côté ces intermédiaires n'acceptent que les fruits qui ne présentent aucun défaut; de sorte qu'il reste au propriétaire une certaine quantité de pommes dont il ne sait que faire. En effet, n'en ayant qu'une petite quantité il ne peut se mettre en relation avec un vendeur en gros d'un grand centre de consommation. Or, nous savons par expérience personnelle que ces pommes dites « pommes de rebut » se vendraient très bien et à un prix encore avantageux si l'on pouvait traiter directement. Peut-être pourrait-on remédier à cet inconvénient par une entente entre les différents propriétaires. Nous reviendrons plus loin sur ce sujet. Contentons-nous pour le moment de signaler qu'une pareille entente n'existe pas. Que va donc faire le petit propriétaire des quelques pommes dont l'intermédiaire n'a pas voulu ? Il ne lui reste qu'une solution : les râper et en faire du cidre. Or le cidre fait avec ces pommes est de qualité bien inférieure.

Le cultivateur s'en sert comme boisson courante

durant son travail. Néanmoins cela constitue pour lui une perte très sensible.

Nous pouvons à l'appui de ce que nous venons de dire concernant les prés vergers donner quelques chiffres relatifs au prix d'achat des pommes par les intermédiaires qui parcourent cette région. Pareille chose ne pouvait se faire pour le vin ou les céréales. En effet le vin de cette contrée est rarement vendu tel quel aux consommateurs, il sert à faire des coupages; quand aux céréales, elles se perdent dans la masse. Pour les pommes, remarquons tout, d'abord que ce sont des fruits de première qualité, que l'on récolte dans la vallée de la Veyre. Ils se vendent dans les magasins d'alimentation de Paris jusqu'à 2 francs la pièce et ont l'avantage de pouvoir se conserver jusqu'au mois de mai environ. Or ces fruits sont payés au producteur en moyenne 50 francs les 100 kil. Et même certaines années où ils se trouvent en plus grande abondance le prix d'achat est encore inférieur. Ainsi l'année dernière les pommes se sont vendues, prises à la gare la plus proche 30 à 40 francs les 100 kil. La différence entre le prix payé aux producteurs et le prix de vente aux consommateurs constitue un écart formidable, résultant de ce que l'intermédiaire impose son prix au petit propriétaire.

Notre étude est à peu près terminée. Les autres modes de culture sont de peu d'importance et ne nous apporteraient aucun renseignement nouveau.

CONCLUSION

Pays de petite propriété au moment de la confection du cadastre, c'est-à-dire vers 1830, cet état de choses n'a fait qu'empirer dans la région que nous venons d'étudier. Nous avons vu quels ont été les résultats de ce morcellement toujours grandissant : perte de temps pour le petit propriétaire qu'il ne pourrait compenser que par l'emploi d'une main-d'œuvre trop coûteuse pour l'importance de son exploitation. Or, nous l'avons constaté en comparant les chiffres de population données par les vieilles matrices avec les chiffres actuels, une baisse très grande s'est produite. Pour la commune de Veyre-Monton plus de 2000 habitants aux environs de 1830, à peine 1000 actuellement. Ce phénomène dû au développement de l'industrie dans certains centres comme Clermont-Ferrand, dont la population a doublé en l'espace de quelques années, a eu pour effet de raréfier la main-d'œuvre agricole et par conséquent d'en augmenter le prix. Or quel est le moyen de lutter contre le manque de main d'œuvre ? un seul, l'application des méthodes

mécaniques de travail. Nous avons constaté l'incompatibilité de cette solution avec le fait de la petite propriété. Voilà donc notre propriétaire en face d'un problème pour ainsi dire insoluble : raréfaction de la main d'œuvre entraînant une augmentation de son prix, impossibilité de l'emploi du travail mécanique. Or ce problème est grave. Plus grave qu'on ne le supposerait peut-être. Nous avons déjà dit quelques mots à son sujet, mais il est si gros de conséquences que nous nous devons d'y revenir. Pris entre le manque de main d'œuvre et l'impossibilité de se servir de travail mécanique, le petit propriétaire a été peu à peu amené à restreindre l'étendue de ses cultures, à ne produire pour ainsi dire que pour son usage personnel et celui de sa famille. Combien de fois avons-nous, et cela encore bien plus depuis la fin de la guerre, entendu répéter par bon nombre de petits propriétaires : on travaillera ce qu'on pourra, les parcelles les plus proches, quant au reste!... et la plupart d'entre eux ont mis cette menace, car c'en est une et une grave, à exécution. Ils récoltent ce qui leur est nécessaire comme blé pour faire leur pain, comme avoine et orge pour nourrir un cheval et quelques volailles, comme pommes de terre juste pour leur consommation. En ce qui concerne le vin ils en récoltent un peu en plus de leur besoin personnel ; se privent même pour en vendre une plus grande quantité afin d'avoir quelque argent. Et c'est tout. Le résultat est déplorable, navrant. Parcourons la commune de Veyre-Monton, et, triste découverte, nous constate-

rons qu'une bonne moitié de ces terres si riches et si fertiles est inculte. Nous disons une bonne moitié, nous pourrions presque dire les $2/3$. Pour la commune d'Issoire la proportion est notablement moins grande. Mais pour la première commune, c'est la triste vérité, nous l'avons là sous nos yeux, plus de 50 % de la superficie totale est à l'heure actuelle inculte, soit que les propriétaires de ces terres, rebutés par le peu de rapport qu'ils en tiraient soient allés chercher fortune ailleurs (d'où la diminution formidable du chiffre de la population), soit que les propriétaires, bien que résidant toujours dans la commune aient restreint leur entreprise pour éviter l'emploi d'une main-d'œuvre devenue trop coûteuse. Nous connaissons tel habitant de la commune de Veyre-Monton qui passait pour un gros propriétaire ayant environ 5 hectares de propriété, et qui n'en cultive qu'à peine un. Il est impossible de se rendre compte, sinon de visu, de l'impression de tristesse qui se dégage de cette campagne autrefois si florissante et où maintenant poussent en égalité avec les diverses cultures, toutes sortes d'herbes, des buissons sauvages. Point n'est besoin d'insister plus longuement voilà à quoi aboutit le morcellement de la propriété.

Ce résultat néfaste est encore aggravé par l'ignorance et l'entêtement du paysan de cette région. Et cela est encore dû, à notre avis, au fait de la petite propriété. Peu de propriétaires dans ces deux communes considèrent l'agriculture comme une science qu'il faut appren-

dre avant de vouloir l'appliquer. Pour eux on naît agriculteur et il ne leur viendra jamais à l'idée que dans cette branche de l'activité humaine un apprentissage est aussi nécessaire sinon plus que dans n'importe quelle autre. Il en est cependant quelques-uns parmi eux qui, sans être à la tête de gros capitaux jouissent d'une certaine aisance, s'ils ont des fils ils en feront aussi des propriétaires, mais jamais ils ne penseront à les envoyer, quelques années durant, dans une ferme-école où ils apprendraient au moins leur métier. Non, ils l'apprennent par routine de leurs pères comme ceux-ci l'ont appris de leur grand-père. Les vieilles traditions, l'esprit de routine se transmet avec l'héritage, il en fait en quelque sorte partie intégrale. Voilà ce qui constitue le plus grand ennemi de tout progrès.

Bien que le travail mécanique soit impossible dans cette région trop morcelée, il est cependant des procédés nouveaux, des procédés scientifiques que l'on pourrait appliquer et qui augmenteraient dans de notables proportions le rendement des cultures. Ainsi en est-il du renouvellement, de la réfection de la force vitale de la terre par les engrais chimiques. Dans notre région personne n'en emploie.

Nous connaissons des champs et surtout des vignes qui n'ont pas reçu de fumure sous quelque forme que ce soit depuis au moins 20 ans. Et nous dirons même que ces parcelles constituent la majorité.

D'un autre côté nous avons vu combien la fabrication

du vin était imparfaite. Il y aurait à ce point de vue bon nombre d'améliorations à apporter. Aucun propriétaire ne veut entendre raison, essayez de les persuader, ils vous répondront : nos pères faisaient ainsi et cependant leur vin était bon.

En plus de cette ignorance au point de vue culture dans laquelle on entretient la jeune génération, s'ajoute encore un autre fait non moins important. Il y a un moyen pratique et à la portée de tous, riches ou pauvres, de travailler scientifiquement ou tout au moins rationnellement et en concordance avec les méthodes nouvelles c'est de faire appel à la compétence de professeur d'agriculture. A ce point de vue nous rencontrons non plus une simple inertie, mais une certaine défiance, nous dirons même une certaine animosité envers le professeur. Et cependant nous en avons connus d'éminents dans notre région. Certains d'entre eux, entre autres M. Gillin, qui vient dernièrement de quitter Clermont-Ferrand pour l'Algérie, se sont efforcés de combattre cette méfiance en multipliant les contacts avec la population par des conférences par exemple. Quelques résultats ont certainement été obtenus dans la plaine de Limagne proprement dite (région de Riom); mais dans la contrée étudiée il n'y en a eu aucun. On ne fait pas appel au professeur d'agriculture, on méprise même ses conseils; Il'y a quelque temps à peine nous causions de sulfatage des vignes avec un petit propriétaire de la commune de Veyre-Monton; comme nous lui faisions part des con-

seils que le directeur des services agricoles nous avait donnés, il nous répondit : Est-ce que ces gens là y connaissent que'que chose, ils ne travaillent pas la terre eux ! Il est évident qu'une pareille mentalité est tout à fait regrettable. Cet esprit routinier, fermé à toute innovation, conséquence du morcellement de la propriété, complète en l'aggravant l'impossibilité d'appliquer le travail mécanique et ruine peu à peu les possibilités de cette région.

Il est une autre conséquence de la petite propriété, conséquence en quelque sorte d'ordre psychologique qui vient encore augmenter le mal. Il semble que l'étroite étendue des terres de chaque propriétaire ait eu une influence sur son intellect.

Il a la compréhension plutôt étroite, la vue plutôt bornée. Il ne voit que son intérêt immédiat ou plutôt ce qu'il croit être tel, et ne peut comprendre que pour agrandir son horizon, il faut souvent et même toujours faire certains sacrifices, certaines concessions à ses compatriotes. Le paysan de cette région se renferme dans l'étroitesse de son champ, et s'interdit ainsi l'usage d'un moyen qui pourrait dans une certaine mesure pallier aux inconvénients signalés plus haut et résultant de la petite propriété. Nous voulons parler du syndicat, de la coopération. Nous reviendrons d'ailleurs un peu plus loin sur ce sujet ; mais dès maintenant nous avons vu que dans certains cas (la vente des pommes par exemple), le syndicat serait un remède efficace aux

désavantages résultant du morcellement de la propriété. On ne le pratique pas dans notre région. Peut-être parce que jusqu'ici personne n'a voulu en prendre l'initiative; mais surtout parce qu'une telle conception ne cadre pas avec la mentalité actuelle de nos paysans; personnels, jaloux, méfiants même, ils s'enferment dans leur étroit domaine et ne veulent en sortir.

Toutes ces considérations, sont évidemment grosses de conséquences pour l'avenir agricole de cette région: Il faut bien le dire, l'horizon est plutôt sombre. Et cette menace se fait sentir à un moment où plus que jamais nous avons besoin de toutes nos ressources, surtout nos ressources agricoles. Il est absolument inadmissible qu'en une pareille époque, à un moment où tout le monde doit redoubler d'efforts, où toutes nos énergies doivent être tendues dans une région aussi fertile, aussi riche comme sol que celle que nous avons étudiée, 50 % des terres soient incultes. Et cette menace ne fait qu'augmenter. Chaque jour dans cette contrée un petit propriétaire abandonne la terre, et s'en va vers la ville chercher un emploi quelconque. Chaque jour les propriétaires restant sont obligés par le manque de main-d'œuvre de restreindre l'étendue de leurs cultures. Une fois pris dans cet engrenage, il est bien difficile d'en sortir. En restreignant ses moyens de production, on restreint forcément ses ressources et peu à peu on est amené à ne produire que le strict minimum nécessaire à la consommation familiale. Conception

des plus funestes, des plus dangereuses pour l'économie nationale à l'heure où nous vivons. Et cependant y a-t-il dans ce résultat un peu de la faute du petit propriétaire ? A la base, non. Il a été amené à cela, malgré lui, par des forces supérieures à sa volonté par le jeu naturel de l'évolution sociale du milieu dans lequel il se trouvait. Et si, en plus non seulement il ne se sent pas soutenu, mais a même l'impression qu'on se désintéresse de lui il se décourage de plus en plus, abandonne chaque année quelques parcelles et en arrive à cette conception, simpliste évidemment au point de vue économique, mais très dangereuse pour l'intérêt général : « se suffire à soi-même, ne produire que pour soi ».

Voilà à quoi nous a mené le morcellement exagéré de la propriété. Nous ne voudrions pas paraître voir les choses trop en noir, mais cependant nous qui vivons depuis plusieurs années dans cette région au milieu des paysans nous ne pouvons que proclamer que ce pays court à sa ruine. Nous l'avons déjà dit, l'impression qui se dégage d'une promenade dans la commune de Veyre-Monton surtout est profondément navrante. Les chaumes succèdent aux chaumes. Dans certaines parties de la commune les plus éloignées du village le quart à peine des terres est cultivé. C'est lamentable et chaque jour cette situation s'aggrave, chaque jour la vie devient plus pénible pour le petit propriétaire, les possibilités plus restreintes et la mort plus proche.

APPENDICE

Il faut absolument remédier à cette situation. C'est d'une nécessité vitale non seulement pour les petits propriétaires de cette région, mais encore pour notre économie nationale. Par quels moyens pourrait-on y arriver ? Nous allons nous permettre d'indiquer ceux qui, à notre avis seraient les plus propres à donner quelques résultats.

Une vérité éclatante est que pour combattre les inconvénients résultant du morcellement de la propriété il faut s'efforcer de supprimer cette dispersion en procédant au remembrement. Mais y arriver n'est pas chose facile, et nous ne voyons guère comment par des lois agraires on pourrait obtenir un pareil résultat. Il est beaucoup plus probable que ce phénomène

se produise de lui-même. On peut espérer que dans un avenir plus ou moins lointain, cet abandon progressif de leur terre ayant acculé les petits propriétaires à la famine, quelques personnes possédant de gros capitaux et voulant le faire fructifier viendront s'implanter dans la région et achèteront toutes ces parcelles incultes pour en former un domaine important qu'elles cultiveront par des moyens modernes de culture. Mais sans s'arrêter à cette conception p'us ou moins problématique, nous pensons que s'il est difficile à l'heure actuelle de remembrer la propriété, on peut trouver différents palliatifs à sa dispersion. Le premier moyen que nous envisagerons est le syndicat agricole, la coopération. Voilà comment nous concevons ce système : Les différents petits propriétaires d'une même commune, par exemple, se groupent et forment un syndicat. Ce syndicat aura d'abord pour but l'achat pour tous de tout ce qui est nécessaire à la culture en tant qu'engrais et ingrédients divers. Il obtiendra ainsi ces produits à meilleur marché, et chacun en profitera. Ayant à sa tête des gens compétents (on peut en trouver dans chaque commune), il suivra en ce qui concerne les engrais, superphosphates, etc., aussi bien qu'en ce qui concerne les produits nécessaires au traitement de la vigne, les progrès de la science agricole. Il achètera sur les conseils des professeurs d'agriculture, les plants s'adaptant le mieux au terrain et permettant de reconstituer le vignoble. Il fera l'achat d'une ou deux batteuses mécaniques

qui seront à la disposition de ses membres, et ainsi de toutes les machines dont l'emploi peut être permis dans un pays de petite propriété. De plus en ce qui concerne le battage des céréales : chaque petit producteur apportera sous un certain contrôle naturellement, sa récolte, et le battage mécanique s'opérera en commun. Chacun retirera au prorata de son rapport ce qu'il jugera nécessaire à sa consommation personnelle et le reste pourra être vendu toujours par les soins du syndicat, et en commun. Le prix de vente, après défalcation des frais sera réparti entre chacun proportionnellement à son apport. Pour la fabrication et vente du vin, même procédé. Le vin se fera en commun. Ici la question se complique un peu. En effet les récoltes provenant de divers points de la commune ne sont pas de même qualité. Cela tient à la différence du terrain et d'exposition. Il faudra alors réunir par cuvées distinctes les produits de chaque portion du territoire préalablement déterminée. Le vin fait, chacun ayant retiré ce qui lui est nécessaire pour sa consommation personnelle, toujours proportionnellement à son apport et en tenant compte de la qualité de la vendange apportée, on vendra le reste et on distribuera le bénéfice eu égard aux deux données précédemment citées. Le vin serait meilleur, et on pourrait appliquer à sa fabrication les procédés les plus récents.

Pour les pommes, même procédé. Mise en commun, et vente par l'intermédiaire du syndicat.

Le gros avantage de cette combinaison serait de pouvoir lutter à armes égales avec l'acheteur de ces divers produits. Pour la fixation du prix, le syndicat aurait au moins autant de poids que l'intermédiaire.

Il ne faudrait pas se faire trop d'illusions. Une pareille réforme ne pourrait se faire du jour au lendemain. Nous croyons même qu'elle serait impossible si elle était entreprise seule. Il faudrait l'encadrer dans un programme plus vaste, la compléter par d'autres. Tout d'abord s'occuper de la façon dont le syndicat réunirait es fonds nécessaires à son fonctionnement. Cotisations individuelles, évidemment, mais dans une faible proportion, car nous savons que les petits propriétaires de cette région ne possèdent pour ainsi dire pas de capitaux. Il faudrait donc avoir recours à des subsides du département et de l'Etat; et compléter cette institution par la création de caisses de secours, où chaque propriétaire pourrait trouver les avances nécessaires à l'exploitation de ses terres. Ces avances pourraient être garanties par une hypothèque sur les propriétés à l'emprunteur — et spécifiées remboursables en un certain nombre d'années. Nous ne pouvons ici indiquer que rapidement ces conceptions car leur développement nous entraînerait trop loin et hors de notre sujet. Notons seulement que le petit propriétaire se sentirait ainsi moins seul, moins abandonné. Ce secours matériel aurait un effet moral dont la répercussion serait certainement immense. L'attachement à la terre inné

chez le paysan et qui malheureusement disparaît par la force même des choses dans notre contrée connaîtrait une renaissance et deviendrait plus profond que jamais.

Tout cela pourrait être complété par bien d'autres moyens. Encouragement sous forme de primes à ceux qui obtiendraient des résultats qui en seraient jugés dignes ; conférences plus nombreuses des professeurs d'agriculture, et surtout éducation agricole des jeunes générations. Pourquoi, sinon dans chaque arrondissement, du moins dans chaque département ne créerait-on pas une ferme-école où pendant 2 ans par exemple les jeunes gens pourvus du certificat d'étude primaire, dont il faudrait à notre avis repousser à 13 ans l'âge minimum exigé pour l'obtention, recevraient une instruction agricole purement pratique ? Cette école serait naturellement gratuite. Et une troisième année, payante avec système de bourses y serait adjointe où les plus intelligents de ceux qui auront plus tard une petite exploitation recevraient une instruction quelque peu approfondie.

Nous n'avons pas eu l'intention de bâtir en ces quelques lignes un programme de réformes aussi vaste. Pareille prétention serait peu fondée, nous avons simplement esquissé quelques-uns des moyens par lesquels on pourrait remédier à l'état de choses actuellement existant et cela pour renforcer et éclairer davantage le but que nous poursuivons et qui est de montrer la

nécessité impérieuse de venir promptement au secours
d'une région dont le morcellement exagéré des terres
est en train de faire un désert.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDÉ.

Vu :

Le Président de la Thèse,

SOUCHON.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie
de Paris,*

APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

SECTION I

CHAPITRE I. — Commune de Veyre-Monton :

§ 1. — A l'époque de la confection du cadastre	11
§ 2. — Matrices actuelles	13

CHAPITRE II. — Commune d'Issoire :

§ 1. — Epoque du cadastre	19
§ 2. — Matrices actuelles	24

SECTION II

Influences qui ont agi que l'évolution agricole

CHAPITRE I. — Dans le mode de propriété	30
CHAPITRE II. — Dans le mode de culture	33

SECTION III

Les conséquences au point de vue agricole.

CHAPITRE I. — La culture de la vigne	41
CHAPITRE II. — Les terres labourables	55
CHAPITRE III. — Les prés, vergers	62
CONCLUSION	65
APPENDICE	73

